



----- Hôpital Pitié-Salpêtrière -----

09 déc. 2025

Budget : des attaques contre toutes et tous, le jackpot pour les patrons !

Nouvel épisode d'un feuilleton parlementaire interminable : le vote du budget de la sécurité sociale ! Celui-ci a été voté par une courte majorité des députés (13 voix) et avec l'appui de la majorité des élus socialistes qui ont voté pour et ainsi conforté le gouvernement et sa politique d'attaques anti-populaires. Ce sont donc les travailleurs qui vont trinquer, et les patrons qui ont remporté le jackpot !

Un budget antisocial

D'après Lecornu, le budget de la sécu n'est « pas parfait » mais c'est « le meilleur budget possible ». Pour les capitalistes, dont les innombrables exonérations de cotisations sont préservées, c'est sûr ! Le sénateurs en ont même rajouté un peu, exonérant les entreprises de plus de 250 salariés de cotisations sur les heures supplémentaires. Les patrons peuvent ainsi nous faire bosser plus en contribuant moins : c'est ça de plus pour les profits !

De l'autre côté, les personnes atteintes d'une affection de longue durée (diabète de type 2, AVC invalidant, sclérose en plaque...) pourraient perdre une partie de l'exonération d'impôts sur leurs indemnités journalières, dont les montants sont généralement très faibles. Quant au budget des hôpitaux, il n'augmenterait que de 3 % alors que l'évolution de la démographie nécessiterait au moins 5 %. Alors que la pénurie de moyens et de personnel met en danger les soignants et les patients, c'est donc une nouvelle cure d'austérité qu'ils annoncent.

Gare aux arnaques

Le Parti socialiste, fidèle soutien de la bourgeoisie, a troqué son vote contre la prétendue « suspension » de la réforme des retraites de 2023, en réalité un simple ralentissement du passage de l'âge légal de départ de 62 à 64 ans : le nombre de trimestres nécessaires pour obtenir une retraite pleine continuera d'augmenter, juste moins vite que prévu.

En plus, ce sont les travailleurs qui, au bout du compte, devraient payer, car cette « suspension » serait compensée par une taxe d'un milliard sur les complémentaires santé... qui ne pourront pas augmenter leurs tarifs en 2026, mais ne se priveront pas de le faire en 2027 !

Du fric pour les services publics, pas pour les marchands de mort !

Toute cette tambouille politicienne cache l'essentiel : un véritable budget de guerre contre les classes populaires : 4,7 milliards en moins pour les collectivités territoriales, 17 milliards d'économie sur les services publics avec notamment 4000 postes d'enseignants en moins, mais des budgets militaires en hausse de 6,5 milliards ! Leurs guerres et nos morts pour leurs profits : c'est la logique militariste qu'ils voudraient nous faire accepter. Si on n'y met pas un coup d'arrêt, ce sont des dizaines de milliards de plus qui serviront à acheter des Rafale, des chars et des canons, pour le plus grand profit de Dassault et des capitalistes de l'armement.

Ne comptons que sur nous-mêmes

En plus de ce budget, Lecornu annonce déjà que des « réformes » seront nécessaires pour faire de nouvelles économies en cours d'année. Et ce coup-ci ce sera par décret !

Alors pour stopper ces attaques, qui s'ajoutent aux 380 plans de licenciements dénombrés par la CGT, il faudra bien plus que les journées d'action saute-mouton sans lendemain que nous proposent les directions syndicales ! Il n'y aura pas d'autre solution que de ne compter que sur nos propres forces, tous et toutes ensemble, pour mettre un coup d'arrêt à cette offensive capitaliste généralisée !

Chaos interne

En médecine interne, alors que le service est normalement aux 7h30, les collègues enchainent les 12h, au « forcariat » de la direction. Pour cause : 16 collègues ont quitté le service depuis juin. Quand on défend les embauches, on défend nos conditions de travail et notre santé, et celle de nos patients.

WANTED : BONNETS

Mediapart a dévoilé lundi l'histoire d'une collègue de la Pitié, révoquée en octobre pour avoir porté... un calot chirurgical. Absurde ? Oui.

Insupportable surtout, car ce sont des dizaines de collègues de la Pitié et d'autres hôpitaux qui se font pousser vers la sortie parce qu'elles portent un « couvre-chef » (bonnet, calot, bandeau, charlotte) et sont perçues comme musulmanes par la direction. Qui les cible sous prétexte de laïcité.

Si d'autres collègues sont visées, il ne faut pas hésiter à dénoncer la politique de la direction. Et nous à les soutenir largement.

Bus magique

Comme partout dans l'hôpital, les services de transport interne et les kangoos sont en sous-effectif. Pour cause, les CDD de ces derniers mois n'ont pas été renouvelés, et les budgets des services sont à l'économie. Les collègues sont sous l'eau, et les patients doivent attendre des heures voire des jours pour être transportés. Il arrive même de voir des collègues circuler dans l'hôpital avec un brancard, par temps de pluie ou de froid polaire. On peut peut-être demander à Hidalgo de nous faire des pistes cyclables dans l'hosto, on ira en pousse-pousse ça leur fera des économies supplémentaires.

Black bloc

La direction de l'hôpital vante le service de neurochirurgie comme un service de pointe. Elle « oublie » de préciser dans quelles conditions les collègues travaillent, comme au bloc où il manque 13 collègues sur 25.

À l'hôpital Tenon, l'IVG en danger

Le manque de moyens à l'hôpital public a des conséquences : à l'hôpital Tenon à Paris, l'IVG instrumentale n'est plus pratiquée. La baisse des salaires des infirmières intérimaires a provoqué leur départ : il n'y a donc plus de personnel pour assurer les 6 places au bloc réservées auparavant pour les IVG. Les opérations sont transférées vers d'autres hôpitaux, avec des délais d'un mois minimum. L'inscription du droit à l'avortement dans la Constitution ne change rien : il faut plus de moyens pour l'hôpital public et les centres IVG ! À Tenon, des membres du personnel se sont mobilisés hier à 12h devant l'hôpital en ce sens.

Psychiatrie : droits bafoués, équipes désemparées

La contrôleur générale des lieux de privation de liberté alerte sur le « quasi-abandon » médical et scolaire des enfants hospitalisés en psychiatrie. Équipes débordées, manque de formation, pédopsychiatrie en ruine, et les enfants y subissent isolements et contentions. Plus de 50 000 mineurs y sont hospitalisés, et les soignants ne sont « pas en mesure, faute de moyens, de les surveiller et de les protéger des adultes ». Le gouvernement érige la « santé mentale » en Grande cause nationale 2025 mais la réalité reste implacable : 1,6 million d'enfants souffrent de troubles psychiques, et la seule constante, c'est le délabrement de l'hôpital public.

Gaza : des milliers de personnes dans l'attente d'une évacuation sanitaire

Médecins sans frontières en appelle à la communauté internationale pour la réception de milliers de Gazaouis nécessitant une évacuation sanitaire urgente. Des centaines de personnes sont déjà décédées faute d'évacuation. Depuis octobre 2023, 8 000 patients ont été évacués, mais 16 500 attendent encore — et le nombre réel serait trois à quatre fois supérieur. Seuls l'Égypte et les Émirats ont réceptionné des malades et des blessés en grand nombre. En Europe, l'Italie en a accueilli en tout et pour tout 200, et la France et l'Allemagne... aucun. C'est à ce genre de détail que l'on reconnaît les véritables humanistes.

Ce bulletin est le tien, fais-le circuler ! Pour l'informer ou prendre contact avec ses militants → etincelle.aphp@gmail.com

Pour lire le reste de nos publications → <https://npa-revolutionnaires.org/>



@npa.revo

imp. spé. NPA